



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8452>

Printemps 2018

Grèves spontanées d'enseignants aux États-Unis et stagnation des luttes en France



Date de mise en ligne : lundi 9 juillet 2018

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Ce printemps 2018 a vu se propager aux États-Unis une vague imprévue de grèves dans l'enseignement public. Ce sont des grèves organisées par une base d'enseignant-e-s, militant-e-s avec l'appui des syndicats de l'enseignement (ou parfois contre eux). Depuis février elles sautent d'un État conservateur à un autre ... Et de plus elles gagnent des victoires significatives !

Ce sont des enseignant-e-s sous-payé-e-s dans les États « rouges » (États républicains partisans de Trump) qui mènent depuis fin février des grèves auto-organisées fructueuses qui leur ont permis de remporter des victoires économiques et politiques importantes. Ce mouvement advient après des années de coupes budgétaires drastiques qui avaient réduit les enseignants et leurs écoles au seuil de pauvreté.

Paradoxalement, cette marée de mouvements de masse rampants se déferle dans des États ultra-conservateurs où les syndicats sont soit embryonnaires, soit non reconnus ou simplement illégaux. Les groupes de base d'enseignant-e-s de chaque région ont créé des pages Facebook pour échanger des informations, se fédérer par localité, et éventuellement se mobiliser au niveau de la capitale de l'État afin d'affronter directement les responsables gouvernementaux - avec le soutien de milliers de parents d'élèves.

La contagion est donc spontanément passée d'État en État par émulation, sans qu'il y ait eu une direction nationale. De plus, les revendications ont dépassé de loin le cadre économique (salaires etc) et professionnel (statut des enseignants) pour englober les intérêts d'autres travailleurs (agents, employés publics), des élèves (livres scolaires, crédits) et la défense d'autres services publics. En contraste, et en France pendant ce même printemps 2118, les luttes sociales pour bloquer la vague de contre-réformes néolibérales du gouvernement Macron, semblent pour le moment stagner.

Des amis syndicalistes m'avait demandé de raconter en français le détail de ce mouvement américain assez original. Or, comme je préparais en même temps une chronique sur les grèves françaises pour mes lecteurs anglophones, la comparaison s'imposait. Malgré les grosses différences de contexte politique et paysage syndical entre les deux républiques, les travailleurs y font face aux mêmes adversaires sous différentes formes. J'ai donc combiné les deux sujets dans un seul article. Voici la version française.[1]

Contrastes paradoxaux

En France, les médias ont longtemps et beaucoup parlé d'un gros mouvement social et d'un « bras de fer » entre le gouvernement et les syndicats. On a même évoqué un « nouveau 1968. » Mais il n'y a pas eu de bataille.

La résistance à l'impopulaire Macron avait débuté le 22 mars avec des grèves d'étudiants et de grandes manifestations de syndicalistes à l'occasion du 50e anniversaire de la rébellion étudiante et ouvrière de 1968 - grève générale historique perçue positivement ici, même dans les médias traditionnels. On rêvait d'une reprise. Pourtant, cinq mois plus tard, la résistance populaire n'a pas été développée. Macron, considéré comme « le président des riches », continue à imposer par des décrets express toute une série de coupures budgétaires, de licenciements et de mesures anti-démocratiques dans les domaines de l'éducation, des services publics, des retraites et des prestations sociales aux travailleurs.

Macron a avancé son agenda, clair depuis le départ, en marche forcée, alors que la direction syndicale n'a organisé aucune riposte au niveau nationale et intersectoriale. Les cheminots, considérés comme l'avant-garde de la classe ouvrière française, étaient particulièrement visés par Macron et prêts à accepter la bataille. Mais à la SNCF, la CGT a imposé une tactique passive : des grèves perlées (deux jours sur cinq) qui, à la longue, affaiblissent les travailleurs sans faire de mal à la SNCF. Les grévistes perdent un tiers de leur salaire, alors que plupart des trains continuent à

marcher (grâce à un protocole de concertation avec les chefs syndicaux). La SNCF roule tout en économisant sur les salaires ! Il n'y a pas eu d'assemblées générales, pas de comités de grèves, pas de concertation, alors que tout le monde - cheminots et usagers - sait que la « réforme » de Macron ouvre la porte à la privatisation à la Thatcher. Les grèves très militantes à Air France et Carrefour sont restées isolées. Faux bras de fer. Drôle de guerre.

Le mouvement des enseignant-e-s se propage à travers les États pro-Trump

Aux E.U. le mouvement spontané s'est propagé de la Virginie-Occidentale à l'Oklahoma, du Kentucky à l'Arizona et maintenant à la Caroline du Nord - des États conservateurs dominés par de riches sociétés pétrolières et minières qui prospèrent en profitant d'énormes réductions d'impôts pendant que l'on réduit sévèrement les budgets de services publics comme l'éducation. Dans un renversement total et surprenant pour ces « États rouges » ayant voté très majoritairement pour Trump, ces grèves d'enseignant-e-s - organisées de bas en haut et en grande partie indépendantes des syndicats faibles censés les représenter - ont réussi à obtenir d'importantes augmentations salariales pour les enseignants et les autres fonctionnaires, ainsi qu'une augmentation significative des budgets pour l'éducation. Ironie : les grévistes de 2018 et leurs alliés portent toutes et tous des tee-shirts rouges, non pas en honneur de Trump mais en celle des enseignants insurgés de Chicago, qui ont gagné une grève importante en 2012 par leur syndicalisme social et militantisme radical.

Comme ceux de Chicago, les enseignant-e-s sous-payé-e-s des « États rouges » - en se détournant du « professionnalisme » sectoriel syndical habituel, - ont choisi de se battre sur des lignes de classe en alliance avec d'autres groupes et pour des biens publics qui profitent à tous les pauvres et travailleurs. Les enseignants ont ainsi évité d'être isolés par l'accusation conservatrice habituelle selon laquelle ils ne font que défendre des « privilèges ». Une accusation qui, en France, vise effectivement les cheminots et les fonctionnaires en général.

Les enseignant-e-s sont ainsi parvenu-e-s à rallier l'opinion publique à leur cause et ont ainsi pu affronter directement les responsables publics, des conservateurs, qui savent qu'ils auront besoin de ces votes pour gagner les élections de novembre prochain. Selon les sondages, le soutien public aux enseignant-e-s était majoritaire dans toutes les catégories démographiques, régionales et partisanes, y compris chez les Républicain-e-s (56%) !

En contraste, en France pendant cette même période et malgré de fréquents appels à la « défense des services publics » et à la « convergence » des grèves des cheminots, des étudiants, des personnels hospitaliers et des fonctionnaires, les dirigeants syndicaux français n'ont maintenu que des grèves partielles, locales, fragmentées par secteur et à la portée limitée. En même temps, au lieu de rompre avec le gouvernement, dont les militants syndicaux refusent les contre-réformes, les chefs syndicaux se rencontrent régulièrement avec les ministres du gouvernement au cours d'entretiens semi-secrets. Le 26 mai, après deux mois de luttes dispersées, a eu lieu enfin une manifestation nationale d'opposition unie anti-Macron. « La Marée humaine, » était organisée à l'appel de 80 associations de la société civile à laquelle les syndicats et partis de gauche ont enfin accepté de participer ensemble. Mais cette « Marée » n'était pas énorme et n'a pas encore donné de suites. Les multiples contre-réformes de Macron ont avancé comme prévu, se normalisent, et on n'a pas l'impression de vivre dans un pays en lutte.

Il s'agirait donc d'une véritable contre-révolution pour enlever aux classes travailleuses les acquis sociaux accordés à la fin de la Deuxième guerre mondiale, au moment où les travailleurs résistants étaient encore armés et les patrons (la plupart collaborateurs) affaiblis et en disgrâce. Mais la direction des syndicats français n'a organisé aucune riposte nationale, et le moral baisse. Étonnante passivité dans un pays où le syndicalisme national est enraciné depuis un siècle.

Le modèle de la Virginie Occidentale

Le mouvement états-unien est d'abord apparu en Virginie Occidentale, où des groupes d'enseignant-e-s auto-organisés ont commencé à quitter leur travail en février, école par école, comté par comté. Les enseignant-e-s de Virginie Occidentale étaient parmi les plus mal payés de l'ensemble des États-Unis et leurs élèves parmi les plus pauvres - au point que les enseignant-e-s, sous-payé-e-s achetaient régulièrement des fournitures scolaires et apportaient des vêtements usagés et de la nourriture à leurs élèves démunis. Pourtant, beaucoup de ces enseignants sont obligés de prendre un deuxième emploi (y compris de ménage) pour survivre. Dans la période qui a précédé la grève, ils avaient invité le public à se rendre dans les écoles afin que les gens puissent juger des conditions par eux-mêmes.

« Les enseignants de Virginie Occidentale ont inventé des moyens de s'organiser et d'agir en dehors des paramètres du syndicalisme traditionnel, » commente le NY Times. « Enseignants et agents dispersés à travers l'Etat ont partagé leurs frustrations dans un énorme groupe Facebook, et leur grève a fini par englober des membres de trois syndicats différents et beaucoup de non-syndiqués. Quand ils ont défié les appels des syndicats de terminer la grève le 1er mars, les grévistes ont redoublé leur pression sur les législateurs de leur octroyer leurs augmentations.[2] » Ce qui démontre, conclut le N.Y. Times, « qu'il ne suffit pas de saper le financement des syndicats d'employés publics (mesure que la Cour Suprême vient de décider) pour assurer la paix sociale. »

Ces victoires ont été remportées grâce à une combinaison de tactiques : une organisation locale de la base ; une utilisation créative des médias sociaux ; des alliances avec les parents d'élèves et d'autres travailleurs (syndiqués et non organisés) ; et, finalement, des marches protestataires de masse vers les sièges du gouvernement pour une confrontation directe avec les responsables publics (gouverneurs et parlementaires des États) qui détiennent le vrai pouvoir d'ouvrir les coffres et de payer pour ces réformes si désespérément nécessaires.

Le 22 février, les directions des syndicats - la Fédération Américaine des Enseignants (American Federation of Teachers, AFT) et l'Association de l'Education Nationale (National Education Association, NEA) - ont finalement appelé à une grève officielle à l'échelle de l'État. Les autorités scolaires ont d'abord dénoncé la grève comme étant perturbatrice et « illégale » (ce qui était prévu par les lois antisyndicales de Virginie Occidentale) mais confrontées à une vaste participation et au soutien des parents d'élèves, elles ont fermé officiellement les écoles. En tout cas, les autorités ont peu d'influence sur les enseignants de Virginie, dont les salaires sont si bas que beaucoup ont déjà quitté l'État, conduisant à une grave pénurie d'enseignant-e-s !

Les enseignants de base défient le gouvernement et les leaders syndicaux

Le 27 février, le gouverneur ainsi que les dirigeants de l'AFT et de l'AEN, ont annoncé un accord, censé mettre fin à la grève. Cependant, les enseignant-e-s n'avaient jamais entendu parler de cet accord, qui leur a été communiqué par les médias et par un tract le dénonçant (signé par IWW ou Wobblies), diffusé sur Facebook. La page privée Facebook des grévistes compte, selon une source, 20 000 membres. Après discussion, les membres ont voté et massivement rejeté l'accord annoncé, défiant ouvertement à la fois le gouvernement et les syndicats et obligeant les médias, embarrassés, à rétracter ces informations prématurées.

La grève a donc repris à plein régime. Grâce à Internet, les enseignants habitant dans les vallons isolés (« Hollers ») de l'« Etat Montagneux » (nom officiel de la Virginie occidentale) restaient constamment informés des manigances de leurs ennemis politiques au Capitole[3]. Les enseignant-e-s et leurs alliés ont ainsi pu mobiliser en temps réel une marche de tous les comtés sur Charleston, où ils ont organisé un piquet de grève devant le parlement et obtenu une augmentation de 5.000\$, non seulement pour les enseignant-e-s, mais aussi pour les chauffeurs d'autobus, les concierges et autres agents qui participent au fonctionnement des écoles. Ils ont également obtenu de l'aide pour les élèves sous la forme d'un financement accru pour les écoles largement sous-financées de l'Etat. De plus, les grévistes ont pu empêcher le gouvernement de l'État de payer leur victoire en privant d'autres services publics ou en imposant une taxe de vente qui pénalise également les pauvres. Les grévistes ont insisté pour qu'une source stable

de financement (une taxe sur le gaz naturel) soit trouvée avant qu'ils ne soient prêts à rentrer chez eux.[4]

La victoire en Virginie Occidentale a inspiré les enseignants de l'Oklahoma, riche en pétrole, où un débrayage organisé par les syndicats a tout de suite permis une augmentation annuelle de 6 000 \$. Mais l'affaire n'était pas finie. Les enseignant-e-s de l'Oklahoma ont continué à manifester pendant plus de neuf jours devant le Capitole pour réclamer un financement supplémentaire pour les écoles et en insistant pour qu'il soit financé par des taxes sur le pétrole, le gaz et le tabac. Dans le Kentucky, les enseignant-e-s se sont rassemblés devant le Capitole de l'État pour protester contre les changements apportés à leurs régimes de retraite et exiger plus d'argent pour les écoles.

Le mouvement est ensuite passé au Far West à l'Etat ultra-conservateur d'Arizona. « Toutes ces grèves ont été construites par la base, de bas en haut, non pas à la suite d'appels de la direction de l'un ou de l'autre des syndicats nationaux d'enseignants » a remarqué le journaliste Juan Gonzalez, interrogeant un participant, Noah Karvelis, qui a répondu que : « oui, tout a commencé par une organisation de base spontanée. Nous avons suscité des énergies et construit une infrastructure, tout en coopérant avec le syndicat AEA pour avancer. Et cela commença quand des enseignants se sont levés pour dire qu'il faut changer les choses et que les enseignants sont ceux qui vont les faire changer. »[5]

Puis, la lutte s'est étendue à la Caroline du Nord. « environ 40 districts ont fermé leurs écoles pour la Grève d'un jour du 17 mai et près d'un million d'élèves ont été affectés. On a compté au moins 15 000 enseignants à la « Marche pour les Elèves et le Rassemblement pour le Respect, » qui coïncidaient avec l'ouverture de la nouvelle session législative. » Les élus ont dû y faire attention.

Tous ces gains étaient sans précédent, non seulement en raison de l'importance des augmentations, mais aussi de leur caractère politique, leur caractère de classe. Il ne s'agissait plus de « revendiquer » mais de participer directement dans le processus législatif, dans les décisions politiques concernant le budget et la préservation des services publics. Bien que compliqués, ces questions ont été négociées directement par des groupes de travailleurs auto-organisés avec l'aide technique des professionnels des syndicats.

France : Que font les chefs syndicaux face à la marche en avant des contre-réformes contre lesquelles les travailleurs continuent à faire grève ?

Des problèmes similaires (défense des services publics comme universités, hôpitaux et chemins de fer) ont également été évoqués en France comme des objectifs proclamés par les organisations syndicales, mais rien n'a encore été fait. Le gouvernement et les médias continuaient de s'en prendre aux cheminots, considérés comme « privilégiés » car ils bénéficient toujours des dispositions de retraite anticipée remportées à la fin de la Seconde Guerre mondiale (comme si les vrais groupes « privilégiés » n'étaient pas les patrons et les banquiers qui, à l'époque, avaient majoritairement collaboré avec les allemands !).

Les cheminots se battent en effet pour préserver un service public essentiel, que le gouvernement a clairement prévu de privatiser une fois qu'ils seront vaincus. Mais ils restent isolés et de plus en plus découragés. C'est une situation perdant-perdant, démoralisante pour les travailleurs et les usagers, mais les leaders syndicaux ne voulaient pas faire ce qui était nécessaire pour gagner : se battre. Arrêter les chemins de fer par une grève illimitée et appeler les autres travailleurs à la solidarité. Au lieu de les dénoncer, les combattre, les dirigeants se réunissent régulièrement à huis clos avec les ministres et les dirigeants de la SNCF. Ils ont en pratique abandonné les revendications de base votées par la grande majorité de leurs travailleurs - retrait pur et simple des 'réformes' du gouvernement. Comme l'a admis anonymement un responsable syndical au journal Le Monde, le 29 avril, il s'agit de fatiguer les cheminots en grève perlée jusqu'à ce qu'ils « fassent le deuil » de leur statut.

Quant aux chefs syndicaux, ils garderont sans doute leur propre statut privilégié pour leur contribution à la réalisation des projets gouvernementaux. Par exemple, les syndicats du rail ont ouvert des négociations avec le Premier ministre Edouard Philippe, qui avait déclaré qu'il y participerait sous la seule condition que les syndicats soient d'accord avec le mandat de l'Union européenne qui comporte l'ouverture des chemins de fer à la compétition, l'annulation du statut des cheminots et la privatisation de la SNCF.

L'offensive néo-libérale de l'impopulaire Macron - qui vise à la fois jeunes et vieux, étudiants et retraités, fonctionnaires des services publics et travailleurs du rail, de la santé - avait de quoi unir toutes les classes populaires de la France, qui déjà sentaient la grogne. Mais l'idée que l'arrogance de Macron allait provoquer un nouveau « Printemps 1968 » s'est révélée une illusion. On se souvient que la grève générale du 10 mai 1968 avait été provoquée par la brutalité policière contre les étudiants en révolte au Quartier Latin. Or, 50 ans plus tard, quand Macron a envoyé sans hésiter des forces de police pour évacuer brutalement les occupants de la Faculté de Tolbiac et ailleurs, et il n'y a eu aucune mobilisation des dirigeants syndicaux. Ainsi, après un début militant, aujourd'hui le mouvement des étudiants est découragé et désagrégé alors que s'imposent les contre-réformes, destinées à limiter l'accès aux études supérieures pour les bacheliers en imposant un processus de sélection et en créant de la compétition entre universités publiques, dont les diplômés auront désormais plus ou moins de valeur sur le marché du travail.

Même manque de solidarité quand le gouvernement a dispersé sans discuter et par des moyens des plus brutaux les occupants de la ZAD (Zone à défendre) de Notre Dame des Landes. Ceux-ci qui avaient héroïquement sauvé ce coin du patrimoine d'un méga-projet gouvernemental destructeur et inutile, et qui ne demandaient rien de plus que de négocier leur statut sur le site. Les militants de gauche aux États-Unis - une infime minorité marginalisée par le McCarthyisme - ont toujours envié le système français, où des partis et syndicats s'affichant 'communiste,' 'socialiste,' 'anti-capitaliste,' 'révolutionnaire' contestent publiquement des élections jouant un rôle politique. Mais aujourd'hui, ils semblent si bien divisés, bureaucratisés et intégrés au système qu'on se demande s'ils ne représentent pas des obstacles au développement de mouvements sociaux unitaires.

Bonnes nouvelles en période sombre

La propagation des luttes de Virginie Occidentale à l'Oklahoma, au Kentucky et à l'Arizona - tous des États dominés par les républicains avec des syndicats du secteur public faibles - a marqué la profonde frustration des enseignant-e-s et des parents d'élèves après des années de coupes budgétaires. Apparemment, le même mécontentement légitime qui a donné au populiste Donald Trump une avance de 10 points sur la néolibérale Clinton dans un État pauvre comme la Virginie Occidentale peut également prendre une forme progressive (comme nous l'avons vu avec le large succès de Bernie Sanders aux primaires dans ce même État). En effet, la résistance au Trumpisme réactionnaire est présente depuis l'investiture de Trump, qui a été marquée par une mobilisation massive des femmes ; et sa première année au pouvoir, 2017, a connu plus de protestations et de manifestations publiques que n'importe quelle année, y compris 1968 !

Espérons que cette vague massive de grèves d'enseignant-e-s américains continue et se propage aux États bleus, où les néolibéraux démocrates ont aussi radicalement réduit les fonds destinés aux enseignant-e-s et à l'éducation. Espérons également que cet exemple rare de luttes réussies et expansives inspire les travailleurs en France et que certaines des observations pratiques énumérées ci-dessous leur soient utiles.

ANNEX : Observations pratiques :

Que nous enseignent les tactiques efficaces du « modèle de la Virginie Occidentale » sur les paramètres de la lutte des classes aujourd'hui ? Quelques observations rapides :

- Internet et les réseaux sociaux sont un outil précieux pour rassembler des personnes dans des réseaux, leur permettant d'échanger des informations et éventuellement de prendre des décisions démocratiques : par exemple, le vote en ligne sur la page internet secrète en Virginie occidentale qui a rejeté l'accord unilatéral et antidémocratique conclu par les bureaucrates syndicaux avec le Gouverneur. Internet permet de franchir des obstacles tels que l'isolement géographique et le monopole bureaucratique de l'information, transmis de haut en bas.
- La solidarité commence avec une unité de travail locale, puis les réseaux s'externalisent d'une unité à l'autre, d'un district à l'autre et d'un secteur à l'autre afin de relier tout le monde. Cela dépend de l'autonomie et de l'auto-activité, pas d'attendre que « Georges » (le syndicat, le gouvernement, un dirigeant élu) « le fasse ».
- Les femmes sont des actrices d'avant-garde importantes de l'économie capitaliste moderne, où elles constituent la catégorie de travailleurs la plus nombreuse et la plus surexploitée, en particulier avec l'automatisation qui élimine les emplois mécaniques pour les remplacer par des emplois dans la prestation de soins. Ainsi, les infirmières de Californie sont elles aussi, à l'avant-garde de la lutte des classes aux E.U.
- Rappelons que les enseignant.e-s de Virginie Occidentale sont à 85% des femmes, héritières d'une longue tradition féministe et progressiste remontant à plus d'un siècle pour les premières organisations professionnelles d'enseignantes. Elles étaient donc conscientes que leur profession était sous-payée précisément parce que le travail des femmes n'était pas validé et considéré comme un « deuxième revenu » frivole. Une autre influence peut être venue des commémorations du 50e anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King, qui est mort alors qu'il essayait de soutenir les travailleurs des services publics dans le Sud. Enfin la lame de fond du mouvement féministe #MeToo a sans doute contribué à la détermination au combat des enseignantes.
- Entre femmes, les enseignantes étaient à l'aise pour se réunir avec leurs collègues afin de planifier en tant que groupe. Sinon, avec un financement minimal, les écoles ne pourraient jamais fonctionner. Les femmes ont également été perspicaces vis-à-vis des médias et ont appris la leçon de l'immense Marche des femmes de Janvier 2017 pour protester contre l'investiture de Trump et organisée à l'origine par deux femmes anonymes utilisant Facebook. Les enseignant.e-s de Virginie occidentale ont mis en place une page Internet où leurs collègues, dispersé.e-s dans cet État accidenté fait de montagnes et de « cavités », pouvaient s'organiser comté par comté, ce qui a permis à la grève de se développer alors que de plus en plus de comtés s'inscrivaient.
- Il est primordial de mettre l'accent sur les problèmes de classe, plutôt que sur les particularismes. Les luttes doivent être ouvertes à tous les travailleurs (et aux chômeurs) et être dans l'intérêt du bien-être général (comme l'amélioration des écoles et des hôpitaux). Une telle convergence doit venir de la base, car les syndicats officiels sont sujets à des rivalités et à des conflits de compétences qui minent l'unité de classe.
- Les leaders syndicaux sont enclins à conclure des marchés en sous-main et ne sont pas fiables. Ils doivent en tout temps être tenus sous contrôle par la base, ne pas être autorisés à s'attarder dans leurs fonctions et être régulièrement renouvelés. Le succès du mouvement américain semble être inversement proportionnel à l'influence des syndicats établis, alors qu'en France, où les leaders syndicaux sont censés parler au nom des travailleurs, le mouvement semble stagner.
- Enfin, l'une des manières dont les enseignants ont remporté leurs luttes a été de confronter le pouvoir directement à la source et de concentrer leur énergie sur les politiciens, contrôlés par les entreprises et les puissantes entités financières, qui ont menés des agendas d'austérité au détriment de l'éducation publique. En « remontant la chaîne alimentaire », ces mobilisations massives d'enseignants ont évité de se mettre à dos les parents d'élèves, les contribuables et les membres de la communauté qui devraient être leurs alliés naturels. Ils ont également contribué à jeter les bases d'une large convergence d'alliés avec des objectifs communs. « Ces mobilisations ont donc effectivement 'renversé le débat' qui a prédominé pendant plus d'une génération dans notre

discours politique, un scénario dans lequel les syndicats d'enseignants et leurs revendications étaient sans cesse des boucs émissaires pour tout ce qui nuisait à l'éducation publique."[6]

L'étincelle de cette vague de grève d'enseignant-e-s de ce printemps contre l'austérité a franchi les frontières étatiques d'une juridiction à l'autre. C'est sans précédent. Les 50 États fédéraux des États-Unis ont des pouvoirs assez similaires à ceux des États membres de l'Union européenne, et certains d'entre eux, comme la Californie, sont plus grands, plus riches et plus peuplés que des États européens comme la France. Imaginez, par exemple, les luttes anti-austérité européennes se propageant de la Grèce à l'Espagne, à l'Italie et ailleurs. Qu'est-ce qui empêcherait cela, en dehors des conflits entre les juridictions syndicales ? Après tout, la vague de 1968, actuellement commémorée, était internationale.

Post-scriptum :

[1] Merci à Maité Julian pour quelques traductions.

[2] <https://www.nytimes.com/2018/03/08/us/west-virginia-teachers-strike.html>

[3] Un parallèle historique : les Comités de Correspondance des Révolutions américaines et française du 18e siècle létaient par la Poste, moyen de communication nouvellement inventée à l'époque, comme l'Internet à le nôtre.

[4] <http://www.labornotes.org/2018/02/west-virginia-teachers-launch-statewide-strike>

[5] https://www.democracynow.org/2018/5/2/arizona_joins_red_state_revolt_teachers

One sour note. According to World Socialist Web Site (30 April 2018)

the administrators of the Arizona Educators United (AEU) Discussion Hub Facebook group have begun censoring our articles, and banning commenters who oppose or warn about the preparations by the Arizona Education Association (AEA) to shut down and sell out the strike."

[6] <https://portside.org/2018-04-27/chalk-dust-settles-building-2018-teachers-mobilization>